

ependant, avait donné, en abondance, la deuxième récolte de céréales de l'histoire canadienne, la diminution de 1954 en était donc une par rapport à un chiffre très élevé. En outre, les recettes provenant de la vente de produits agricoles ont fléchi beaucoup moins vivement en 1954 à cause, en partie, de ce que les livraisons de céréales n'ont pas baissé aussi fortement que les récoltes. La diminution des recettes en 1954 s'est inscrite à 12 p. 100. Contrairement aux céréales, la production de bétail a monté en 1954; comme les prix n'ont fléchi que légèrement, elle a donné un revenu supérieur. Les recettes provenant des fruits, légumes et laitages n'ont pas changé.

Le revenu net des entreprises non sociétaires et non agricoles en 1954 (1.6 milliard) a été d'environ 3 p. 100 inférieur à celui de 1953. La baisse a atteint surtout les fabrications et le commerce de détail; il y a eu augmentations pour les autres groupes, les plus fortes étant celles du revenu net des services professionnels et de la construction, cette dernière à cause de la construction domiciliaire plus active en 1954.

Les impôts indirects, déduction faite des subventions, ont totalisé 2.9 milliards en 1954, soit relativement le même chiffre que l'année précédente. Leurs éléments, cependant, ont subi un certain nombre de changements importants. À l'échelon fédéral, les impôts indirects ont diminué de 5 p. 100 à cause surtout de la baisse des perceptions de taxes d'accise et de droits de douane qui ont diminué de 5 et 7 p. 100, respectivement, par suite des expéditions moins considérables des fabriques, surtout de biens durables, ainsi que du recul des importations. Les modifications apportées au barème des impôts dans l'exposé budgétaire de 1954 y ont aussi contribué. La baisse des impôts indirects fédéraux s'est accompagnée d'une certaine baisse des subventions. À l'échelon provincial, les impôts indirects ont augmenté de 6 p. 100 à cause du rendement accru des taxes sur l'essence et les ventes de détail. La hausse de 6 p. 100 des impôts municipaux tient aux perceptions plus élevées d'impôts sur les biens immobiliers et mobiliers.

La dépréciation et les autres frais commerciaux semblables se sont accrus de 5 p. 100 en 1954 pour atteindre 2.5 milliards. Presque toute l'augmentation tenait aux sommes plus considérables affectées par les sociétés à la dépréciation, aux annulations relatives au développement minier et aux frais de dépréciation plus élevés des immeubles domiciliaires et non domiciliaires.

ÉLÉMENTS DE LA DEMANDE À SON ULTIME ÉCHELON

Ainsi qu'il est dit plus haut, la dépense des consommateurs et les placements consacrés à la construction domiciliaire ont été les deux grandes forces portantes de la dépense en 1954. Durant le ralentissement de la production, soit du milieu de 1953 jusqu'au milieu de 1954, la baisse des éléments de dépense (compte tenu des variations saisonnières) a été particulièrement prononcée, mais à compter du milieu de 1954 jusqu'à la fin de l'année tous les éléments étaient en hausse, sauf les dépenses consacrées aux machines et à l'équipement. La question est approfondie ci-dessous.

La grande force expansive de l'économie en 1954 a été la dépense personnelle en biens et services qui est passée de 15.1 milliards en 1953 à 15.6 milliards en 1954, soit une augmentation de 3 p. 100 qui tient au niveau toujours élevé du revenu personnel dépensable et à une baisse de la proportion du revenu épargné. La dépense en services et biens non durables a été de 6 et de 3 p. 100 plus forte en 1954, mais la dépense en biens durables a diminué de 6 p. 100. Les prix étant légèrement supérieurs à ceux de l'an dernier, le volume de la dépense personnelle a grossi de 2 p. 100 environ.